OCDE : une première évaluation des indicateurs de « croissance verte » pour l'agriculture

13 avril 2015

Le 12 mars 2015, l'OCDE a rendu public un rapport portant sur une première déclinaison dans le domaine agricole de son cadre de « croissance verte » pour l'économie. Ce rapport cherche à identifier parmi un certain nombre d'indicateurs, pour la plupart déjà existants, ceux pouvant permettre de suivre les progrès de la « croissance verte » en agriculture.

Mise en avant suite à la crise de 2008, lors du conseil de l'OCDE de juin 2009, cette notion reconnaît la possibilité de concilier « croissance » et « souci de l'environnement ». Concept plus étroit que celui de « développement durable », elle constitue un volet de ce dernier. Elle s'appuie principalement sur la notion de « découplage » entre production et impacts environnementaux grâce à une augmentation de la productivité et de l'efficience de l'usage des ressources naturelles.

Cette première évaluation des indicateurs de « croissance verte » pour l'agriculture rappelle que si le concept est relativement nouveau, de nombreux indicateurs similaires sont d'ores et déjà utilisés par ailleurs (indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE, indicateurs de la politique agricole commune). Dans cet exercice, les indicateurs reflétant au mieux les liens entre environnement et économie, permettant des comparaisons entre pays et faciles à communiquer, ont été retenus. Ils sont rassemblés en six groupes : efficacité environnementale, productivité des ressources, stock d'actifs naturels, qualité environnementale de la vie, opportunités économiques, et mesures prises par les pouvoirs publics. Seuls trois indicateurs, relatifs à la productivité carbone, la productivité énergétique et aux formes de soutien aux producteurs pouvant être préjudiciables à l'environnement, ont satisfait l'ensemble des critères de sélection.

Les auteurs admettent que, en l'état, cette première liste appelle de nombreuses améliorations. Elle comporte tout d'abord un nombre assez limité d'indicateurs, et tous ne sont pas pertinents dans l'ensemble des pays. De plus, les indicateurs de politiques publiques ne prennent pas en considération les instruments réglementaires, part pourtant essentielle des outils au service de l'environnement. Enfin, il n'existe pas pour l'instant d'indicateur mesurable pour certains domaines, comme celui de la « qualité environnementale de la vie » par exemple.

Clément Villien, Centre d'études et de prospective

Source : OCDE